

Le Gouvernement burundais épinglé par le CPJ pour le cas Kavumbagu

Arrib News, 11/02/2009 Le CPJ publie son Rapport 2008 sur la liberté de la presse dans le monde New York, le 10 Février, 2009 Le Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ) a publié mardi son rapport 2008, bilan de liberté de la presse dans le monde. Le rapport, intitulé "Attaques contre la Presse en 2008", évalue de manière critique la situation de 150 pays. Le livre dans son intégralité est disponible en ligne en Anglais et Français, sur notre site Internet : www.cpj.org. Concernant l'Afrique, le rapport met l'accent sur les tendances suivantes : Un total de 25 journalistes ont été derrière les barreaux pour leur travail à la fin de l'année 2008, un de plus que l'année 2007. Plus des deux tiers des journalistes étaient détenus sans aucune inculpation.

Le Rwanda reste le pays dont les prisons renferment le plus de journalistes en Afrique. En effet, les prisons secrètes de ce pays contiennent de longue date au moins 13 journalistes, le quatrième plus grand total sur le plan mondial derrière la Chine, Cuba et la Birmanie. Beaucoup de pays comme le Sénégal, le Cameroun, et le Niger, continuent d'envoyer les journalistes en prison en appliquant les lois pénales sur la diffamation ou des dispositions de sécurité nationale formulées en termes vagues. Il y a une tendance à l'impunité pour les meurtres de journalistes, notamment en Somalie, en République Démocratique du Congo et au Nigeria. Dans au moins 6 cas en 2008, les enquêtes menées par les gouvernements n'ont abouti à aucune arrestation ou condamnation. Les gouvernements commencent à réprimer le développement du journalisme en ligne et du journalisme citoyen en emprisonnant les rédacteurs de sites comme au Nigeria et au Burundi ou en bloquant ces sites comme en Ethiopie. Les gouvernements africains, tels que ceux du Tchad, du Kenya et de l'Ethiopie, ont promulgué de nouvelles lois répressives et liberticides pour criminaliser le journalisme indépendant et les critiques. La période du second tour des élections au Zimbabwe a été considérée comme le moment pour les journalistes dans l'histoire du Zimbabwe à avec une répression étatique massive de la presse, au moyen de lois draconiennes sur les médias. En bref BURUNDI Jean-Claude Kavumbagu, directeur de l'agence de presse en ligne Net Press, a été arrêté le 11 septembre et inculpé pour diffamation, selon des journalistes locaux et Human Rights Watch. Philippe Nzabonariba, un haut fonctionnaire, a déposé plainte contre lui après un article, publié le 10 août, critiquant la somme dépensée pour le voyage présidentiel aux Jeux Olympiques de Pékin. Kavumbagu a fait appel, mais aucune date de procès n'a été fixée. Il est détenu à la prison centrale de Mpimba, dans la capitale Bujumbura. Le CPJ est une organisation indépendante à but non-lucratif fondée en 1981 afin d'observer et d'enquêter sur les abus commis contre la presse et promouvoir la liberté de celle-ci à travers le monde Lire l'intégralité du Rapport